



Dialogue critique sur le Fonds forestier national

- [.]revue Forestière Française, Rédaction, Pierre Bazire

► To cite this version:

- [.]revue Forestière Française, Rédaction, Pierre Bazire. Dialogue critique sur le Fonds forestier national. Revue forestière française, 1972, 24 (S), pp.734-741. <10.4267/2042/20694>. <hal-03535054>

HAL Id: hal-03535054

<https://hal.science/hal-03535054v1>

Submitted on 19 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

dialogue critique sur le fonds forestier national

Un outil aussi perfectionné soit-il, un mécanisme parfaitement rodé peuvent devenir rapidement obsolètes ou grippés. Ils peuvent ne plus répondre aussi efficacement à ce que l'on en attendait ou bien, les perspectives ayant changé, avoir des résultats qui semblent insuffisants ou même qui n'apparaissent plus souhaitables.

Les objectifs, les procédures, les résultats du Fonds forestier national et leur évolution durant ces 25 dernières années, ont été assez longuement présentés dans ce numéro pour n'y pas revenir. Mais, ne convient-il pas dans ces articles de conclusion, de jeter un regard critique sur l'ensemble, de réfléchir sur l'efficacité et les buts mêmes du Fonds forestier national? Ces réflexions peuvent être de deux ordres, les unes portant sur le mécanisme, c'est-à-dire sur les procédés, les autres relatives à l'objet même ; elles s'appuieront en grande partie sur des objections et des critiques auxquelles il a parfois déjà été répondu ; aussi, il s'agira la plus souvent de voir si les principes de base ont bien été suivis et s'ils sont toujours valables. Sur chacun des points, seront présentés conjointement la critique et l'explication.

La rédaction de la Revue forestière a interviewé Monsieur Pierre Bazire sur ces différents problèmes.

Les arguments portant sur la mise en œuvre du Fonds forestier national peuvent se rattacher à quatre points sur lesquels la critique ne s'est d'ailleurs pas ménagée :

- les résultats du saupoudrage lié aux subventions ;*
- l'utopie des remboursements ;*
- le coût de la gestion du Fonds ;*
- la priorité donnée aux conifères.*

Par les facilités d'obtention et d'application qu'elle implique, la procédure de la subvention a rencontré un succès certain. Mais, n'est-elle pas à l'origine de très nombreux reboisements de très petite taille, très dispersés, souvent d'autant moins entretenus qu'ils ont coûté moins cher à créer pour leur propriétaire? Combien de ces parcelles ont-elles subi le contrôle adéquat et les soins nécessaires après la plantation et les entretiens ultérieurs? Quel est le pourcentage de réussite technique en face des surfaces théoriquement reboisées par subvention? Même si les peuplements obtenus étaient corrects, ces milliers d'îlots, de « timbres-poste » forment-ils des unités exploitables, économiquement intéressantes?

A propos de la « petite subvention » il a déjà été traité des inconvénients inhérents à cette forme d'aide, et il paraît inutile d'y revenir longuement ici.

Il y aussi le **mauvais usage** que l'on peut en faire et qui a pu créer ces fameux reboisements en timbre-poste, heureusement beaucoup plus rares qu'on ne le dit, mais qui ont pu, très légitimement, exciter la colère des agriculteurs, et qui sont vraisemblablement à l'origine de l'article 52-1 du Code rural qui a réglementé les boisements anarchiques.

En fait, la subvention a subsisté parce qu'elle correspond bien au tempérament individualiste de nombreux petits propriétaires terriens en France, et parce qu'elle ne coûtait pas cher à l'État, ou à ses bénéficiaires. Les résultats que l'on peut en attendre en découlent. Depuis plusieurs années, la politique de l'Administration a délibérément préféré la qualité à la quantité, en matière de superficies reboisées et le pourcentage représenté par les « petites subventions » dans le programme total de reboisement financé chaque année n'a cessé de diminuer depuis 1965 comme le montre le tableau suivant :

Surface annuelle mise en boisement.

Années	Surface totale	Surface mise en boisement à l'aide de subventions	
		ha	%
1949	70 153	42 462	60,5
1957	58 045	40 100	69,2
1962	62 851	38 223	61,5
1965	59 706	36 557	61,3
1966	56 685	35 950	63,5
1967	57 746	34 045	59
1968	51 293	28 143	55
1969	44 237	21 321	48
1970	49 484	22 028	44,6
1971	51 765	22 204	43
1972 (résultats provis.)	52 570	22 000	41,8

Il est difficile d'avancer un chiffre pour le taux de réussite des quelques 880 000 ha mis en reboisement à l'aide de subventions depuis 1947, car ce taux est très variable suivant les régions et la nature des travaux : très faible sans aucun doute pour les enrésinements de taillis ; bon pour les plantations en terrain nu, et les créations de peupleraies ; excellent dans les régions très agricoles, de petite propriété ; très médiocre probablement dans les zones où le propriétaire ne réside plus et n'effectue pas lui-même les travaux d'entretien nécessaires.

L'économiste, et encore plus le financier, ont une attitude autre vis-à-vis des avantages du Fonds forestier national. Qu'est ce fonds qui offre des prêts à un taux d'intérêt aussi ridiculement faible? Qu'est cet organisme qui exécute des prêts sous forme de travaux et qui n'envisage que le remboursement sur les produits à la valeur nominale, sans indexation? Comment ce système philanthropique ou plutôt « dendrophile » peut-il négliger à ce point les règles économiques les plus évidentes et peut-il ignorer l'érosion monétaire? Pourquoi ne serait-il pas possible d'échapper aux remboursements après d'aussi longs différés?

Cette critique méconnaît les buts mêmes du Fonds forestier national. Le Fonds forestier national n'est ni un organisme de crédit, ni un établissement financier, cela a déjà été dit. C'est un démembrement du budget de l'État, créé pour investir dans le secteur de l'économie forestière, et pour inciter les professions intéressées à investir dans ce secteur. Il se trouve que le rendement financier de tels investissements est si faible, en comparaison avec celui du marché financier habituel, que de fortes incitations sont nécessaires. Ce n'est tout de même pas un hasard si on les retrouve, à peu près semblables sinon plus fortes, dans bien d'autres pays confrontés au même problème.

Les créateurs du Fonds ont-ils réellement pensé que, grâce à la part prépondérante des prêts dans les différentes modalités d'action mises au point dès les débuts du Compte spécial, une

réalimentation importante des ressources par l'effet des remboursements serait un jour possible ? C'est peu vraisemblable.

Dans tous les cas, cette éventualité ne peut plus être envisagée depuis longtemps, car les créances du Fonds ne sont pas indexées, alors que ce qu'il est convenu d'appeler la « dérive monétaire » qui a rarement été négligeable, est depuis plusieurs années de l'ordre de 4 à 6 % par an.

L'Administration en a tiré les conséquences en cherchant à développer les primes au reboisement et les subventions d'équipement. Les prêts, malgré tout se maintiennent bien parce qu'ils restent commodes : on ne peut subventionner à 80 ou 90 % tandis que le prêt diminue l'apport financier immédiat.

L'idéal pour le Fonds forestier national, c'est la subvention doublée d'un prêt consenti par un organisme financier tel que le Crédit agricole par exemple.

Si on examine les comptes annuels du Fonds, on s'aperçoit que les frais liés à la perception des taxes, et les dépenses de gestion sont relativement très élevés en pourcentage des recettes et des dépenses. N'est-ce pas là la conséquence d'une machinerie administrative trop lourde qui justifie le reproche habituel de faible productivité de l'administration ou qui est explicable par la complication des procédures, des vérifications, par le caractère tatillon de la gestion du Fonds?

Cette critique n'est guère justifiée.

Les frais de perception sont forfaitaires et prélevés par l'Administration des impôts : 2 % des recettes de la taxe forestière.

Les seuls frais de fonctionnement sont, réellement, ceux du chapitre 6 actuel, qui représentent environ 2,2 à 2,5 % des recettes totales du Fonds.

Il s'y ajoute le versement par voie de fonds de concours au budget général, des sommes mises à la charge du Compte spécial et représentant les traitements et indemnités diverses dues à un contingent forfaitaire de fonctionnaires, titulaires et contractuels, techniques et administratifs, représentant à peu près l'effectif des Agents de l'ancienne administration des Eaux et Forêts, chargés de la mise en œuvre du Fonds forestier national.

Ces agents sont des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture tout comme les autres. Cependant cette charge financière incombe au Compte spécial, alors que le « Fonds national pour le développement des adductions d'eau » est mis en œuvre par des fonctionnaires payés sur les chapitres ordinaires du budget, sans que celui-ci soit abondé par un fonds de concours.

Il faut aussi vivement réfuter cette critique sur la faible productivité de l'Administration, alors que les dossiers de prêts, de contrats et de primes sont plus nombreux que jamais, que la surface des terrains sous contrat est en croissance continue tandis que les effectifs sur le terrain ne se sont pas accrues depuis 1962. La création de l'Office national des forêts n'a pas amélioré une situation déjà difficile, en séparant totalement désormais les tâches de gestion du domaine soumis (qui motivaient un bon « quadrillage du terrain ») et les tâches de service public.

Le caractère pointilleux des gestionnaires du Fonds est, à l'évidence, tout à l'honneur d'un corps de fonctionnaires qui a parfaitement conscience qu'il manie les deniers d'autrui (issus des professions de la sylviculture, de l'exploitation forestière et de la scierie) et qui entend bien qu'ils soient employés au mieux. Or, il sait aussi combien il est facile de détourner de son objet initial, un reboisement ou un équipement forestier. Un silo, un chais, un bâtiment d'élevage ne peuvent guère servir à d'autres fins. Il n'en est pas de même d'un boisement, fragile, qui demande des soins vigilants pendant des années et qui, subrepticement se transforme en espace vert, en plantation d'arbres de Noël, en lotissement, etc. Une route devient équipement touristique, etc.

Ce souci d'une « bonne gestion » ne devrait pas être critiqué. C'est bien parce que l'emploi des petites subventions ne peut être suivi d'aussi près que celui des autres formes d'intervention du Fonds forestier national que les premières ont été justement critiquées.

A grands cris, l'écologiste et, à sa suite, « l'environnementeur » dénoncent ce qu'ils appellent le désastre des résineux, la priorité donnée aux conifères à croissance rapide qui, chassant les feuillus, dégraderaient les sols, enlaidiraient les paysages, et en fin de compte appauvriraient notre patrimoine naturel national pour des fins économiques douteuses et à relativement court terme.

Le débat n'est pas nouveau, mais il connaît effectivement un regain d'actualité depuis qu'un certain nombre de personnes ont découvert « la nature » et les menaces que l'homme, par sa simple existence d'abord, par son extraordinaire développement ensuite, fait peser sur elle. Cela seul suffirait à remplir un numéro spécial de la Revue forestière. Ce contre quoi il faut lutter farouchement c'est le gaspillage insensé que certaines formes de civilisation provoquent dans les ressources, renouvelables ou non, ainsi que la grave détérioration, les nuisances diverses, les pollutions multiples qui sont trop souvent les conséquences de l'activité humaine actuelle.

Les résineux dégradent les sols? Ce n'est vrai ni pour le mélèze, ni pour le douglas, ni le pin laricio. Ce n'est pas vrai non plus pour les peuplements résineux en climat boréal ou montagnard. Il a été démontré que la hêtraie pure entraîne, elle aussi, une acidification des sols, la formation d'humus brut.

En fait, ce qui peut détériorer le biotope, c'est souvent la manière dont on reboise actuellement, lorsque l'on manque de main-d'œuvre, que l'on cherche à diminuer les coûts, et à former des peuplements relativement homogènes et uniformes sur des surfaces qui permettront le moment venu, une exploitation aussi mécanisée que possible.

La forêt uniforme appauvrit toujours le biotope. Le travail du sol, l'élimination de la végétation préexistante, concurrente des jeunes plants, ont aussi cette conséquence.

Tandis que la forêt résineuse naturelle (taïga russe, forêt scandinave, canadienne, etc.) parce qu'elle est suffisamment variée, constitue un biotope, particulier certes, mais favorable à la vie sauvage, animale ou végétale.

Mais il ne faut pas faire au Fonds forestier national le procès de ne pas favoriser les feuillus. Pendant vingt ans exactement, le Fonds forestier national n'a exclu aucune essence forestière de ses aides. Or, peuplier, noyer et eucalyptus mis à part, qui restent subventionnables, combien a-t-on employé d'essences feuillues?

Entre 5 et 7,5 % au cours des années 50, de 2 à 3 % jusqu'en 1964, de 1 à 2 % de 65 à 67.

Encore convient-il de remarquer que, sur ces pourcentages, la majeure partie en revenait aux reboisements en forêts domaniales, qui ont toujours réservé une place importante à nos grandes essences feuillues (chênes, hêtres).

A partir de 1968, ce sont les subventions sur le budget de l'État (chapitre 61-80) qui ont pris le relais du Fonds forestier national en ce qui concerne l'aide aux essences feuillues.

Certes, les défenseurs de l'environnement parlent beaucoup. Mais quand il s'agit d'investir ses propres deniers dans cette véritable « aventure » que constitue toute action de reboisement, même en essences à croissance rapide, on ne trouve plus beaucoup de volontaires pour préférer délibérément les chênes ou le hêtre, au peuplier (et pourtant, quel pauvre biotope qu'une peupleraie!) ou au douglas, quand les conditions écologiques n'imposent pas l'épicéa ou des pins.

Pour conclure, il semble utile de rappeler que l'Instruction générale sur le Fonds forestier national a toujours préconisé le maintien, dans les enrésinements « en plein », d'un quart de la surface en essences feuillues (si possible sous forme d'inter-bandes, afin de les mieux répartir). Lorsqu'il s'agit du boisement de terrains nus, désormais la plantation d'essences feuillues soit de préférence en bouquets, soit en bandes, est acceptée, à condition que le coût de cette plantation ne dépasse pas 10 % du coût total du reboisement. Elles devront, si possible, produire un bois de qualité (frêne, merisier, orme, hêtre, chêne, voire bouleau).

A côté de ces points de vue partiels, d'autres critiques sont parfois présentées, ayant trait, elles, aux choix fondamentaux faits lors de la création du Fonds forestier national et maintenus jusqu'à ce jour.

Orienté vers l'augmentation de la production, le Fonds s'est tourné d'abord et essentiellement vers le reboisement, la reconstitution des forêts détruites, la transformation brutale de forêts et bois pauvres, peu productifs, c'est-à-dire vers la mutation du potentiel au profit surtout des résineux. Ce ne serait qu'accessoirement, même secondairement qu'il s'est préoccupé des problèmes de conservation (au sens juridique), d'équipement (routes) et d'écoulement (modernisation des scieries).

Par contre la forêt déjà productive, celle qui supporte la totalité de la production de bois et qui constituera, même après l'arrivée en production des reboisements, encore la majeure partie de notre ressource en bois ne semble pas avoir été directement aidée. Faudrait-il en déduire qu'une amélioration de ce capital national n'est techniquement et économiquement ni possible, ni intéressante?

Si les sommes investies dans le reboisement avaient été appliquées à des progrès en sylviculture, à l'accélération de la conversion en futaie feuillue, à la fertilisation de peuplements adultes, n'eussent-elles pas permis d'obtenir aussi rapidement et aussi sûrement un volume de bois plus grand que le dit reboisement?

Cette critique ne paraît pas entièrement fondée. Il faut se replacer dans les conditions qui régnaient au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Il fallait parer au plus pressé, c'est-à-dire reconstituer les forêts ravagées au cours du conflit, soit par des événements naturels (chablis importants en 1941), soit par les incendies, soit surtout par les bombardements très nombreux et dispersés, sans parler des massifs qui s'étaient trouvés dans la zone des combats.

En outre, le déficit en bois de papeterie, et à l'époque il s'agissait surtout de bois de conifères, était très important. Or, il était plus aisé et moins coûteux de reboiser des terres en friches ou d'améliorer, d'enrichir des forêts pauvres, et les connaissances sur ces sujets étaient beaucoup plus avancées.

L'amélioration des forêts riches a pu paraître fort légitimement moins urgente et, sans doute, moins immédiatement « payante », car nos connaissances sur la génétique des grandes espèces spontanées en France, sur la fertilisation, sur les méthodes modernes de sylviculture, ne sont acquises que très récemment.

L'effort du Fonds forestier national, pour ces forêts de production s'est porté sur ce qui paraissait le plus urgent et le plus nécessaire : l'équipement en voies de desserte et la création d'une infrastructure de protection.

Par contre, d'autres critiques objectent que, s'il était assez normal qu'en ses premières années le Fonds mette l'accent sur l'enrichissement des taillis pauvres, la situation s'est rapidement transformée et qu'il faudrait rechercher une extension du potentiel. En effet, l'abandon des terres et des pâturages laissant en friche des surfaces de plus en plus importantes dans de nombreuses régions françaises, pourquoi n'y a-t-il pas eu un transfert plus marqué des efforts vers la reconquête de ces terrains abandonnés, vers l'augmentation de la surface forestière. Même si pour ce faire il eut fallu laisser en leur état les forêts et les bois feuillus de faible productivité mais dont l'intérêt écologique est évident ; n'eut-il pas mieux valu avant tout boiser les terrains nus, plutôt que d'enrichir ce qui était déjà boisé? Qu'en est-il réellement et effectivement? Comment se répartissent les surfaces traitées?

Les tableaux retracent la ventilation des surfaces mises en boisement chaque année, entre les différentes catégories de boisement. La définition de ces catégories a malheureusement varié les premières années, mais, il est cependant possible d'établir des comparaisons valables à partir de 1954. Auparavant, les statistiques des premières années ne comportent pas ces distinctions, et il semble que des confusions aient été commises entre boisement et reboisement. Il est certain, dans tous les cas, qu'au cours des 5 premières années, l'effort principal de reboisement s'est porté sur la reconstitution des forêts dévastées, en forêts domaniales et dans le massif landais notamment.

**Surfaces mises en boisement, de 1948 à 1951 dans le massif forestier landais d'une part,
dans les forêts domaniales d'autre part**

Années	MASSIF LANDAIS (Gironde, Landes, Lot-et-Garonne)				FORÊTS DOMANIALES	
	Subventions ha	% du total pour la France	Prêt en numéraire et en travaux (ha)	% du total France	Prêts en travaux (ha)	% du total France
1948	21 960	56,8	6 791	32,8	7 506	36,2
1949	23 690	56	8 649	31,2	11 629	42
1950	21 437	50,8	4 152	18,3	9 303	40,7
1951	14 570	44,6	8 747	36,8	3 950	16,7

On constate que la catégorie « extension forestière » baisse légèrement ces dernières années, mais qu'elle n'a dépassé qu'exceptionnellement 25 000 ha par an, et qu'elle s'est maintenue longtemps autour de 20 000-22 000 ha.

Sans doute la baisse du régime des « petites subventions » est-elle la conséquence de la diminution de réalisations de cette catégorie, depuis 1968, car il est plus difficile de trouver des surfaces importantes, et si possible d'un seul tenant, en terrain nu à reboiser.

La critique formulée trouve ici sa réponse : le Fonds forestier national, de conception libérale, s'adresse à des volontaires. Dans ses débuts, il n'a voulu rebuter personne, et a accordé son aide à toutes les catégories de boisement : il était nécessaire de créer, en France, un « mouvement » en faveur de la forêt et du boisement. Par la suite, la « clientèle » du Fonds a évolué ; aux possesseurs de patrimoines forestiers importants, qui restent de bons « clients », s'est ajoutée une nouvelle catégorie d'investisseurs qui achètent des terres en friches ou des forêts pauvres pour les mettre en valeur. Mais il se heurtent à l'un des deux principaux obstacles que rencontre le boisement : l'un est financier, l'autre est foncier. C'est la structure foncière très morcelée si fréquente dans beaucoup de régions de petite agriculture, qui, actuellement, constitue le principal « goulot d'étranglement » du reboisement en France.

Répartition par catégorie de boisement des surfaces mises en boisement chaque année à partir de 1951

	Boisement	
	Surface (ha)	% du total
1951	46 889	78,4
1952	53 892	84
1953	49 190	80,4
1954	48 916	76
1955	29 644	37,9
1956	22 784	42,2

Nouvelles plantations hors forêts	
Surface (ha)	% du total
5 227	9,2
5 906	10,7
5 756	9,9
6 932	12,3
6 672	12,1
5 375	10,5
5 488	10,2
5 918	9,4
5 277	8,2
5 576	9
5 261	8,8
4 986	8,8
5 251	9,1
3 275	6,4
3 546	8
4 205	8,5
4 673	9,2

	Extension forestière	
	Surface (ha)	% du total
1957	23 037	39,6
1958	23 223	41,4
1959	23 048	41,7
1960	21 221	41,1
1961	21 877	41
1962	25 369	40,4
1963	24 507	38,4
1964	22 709	36,7
1965	20 123	33,7
1966	20 069	35,4
1967	19 778	34,3
1968	19 661	38,3
1969	14 317	32,4
1970	16 309	33
1971	17 850	34,4

	Enrichissement		Reboisement	
	Surface (ha)	% du total	Surface (ha)	% du total
	5 609	9,4	7 288	12,2
	10 231	16	—	—
	12 020	19,6	—	—
	13 745	21,4	1 672	2,6
1955	13 418	23,5	16 800	29,4
1956	12 296	22,2	14 313	25,9

Reconstitution forestière	
Surface (ha)	% du total
29 252	50,5
25 988	46,3
25 507	46,2
24 980	48,4
26 081	48,8
31 564	50,2
34 010	53,4
33 607	54,3
34 322	57,5
31 630	55,8
32 717	56,6
28 357	55,3

Reconstitution sans substitution d'essence		Reconstitution avec substitution d'essence		Amélioration forestière	
Surface (ha)	% du total	Surface (ha)	% du total	Surface (ha)	% du total
4 856	11	18 568	42	2 950	6,6
3 758	7,6	22 457	45,4	2 754	5,5
3 416	6,6	23 341	45	2 485	4,8

TOTAL	59 786
	64 123
	61 210
	64 333
	57 089
	55 299
	58 045
	56 143
	55 227
	51 576
	53 446
	62 851
	63 794
	61 892
	59 706
	56 685
	57 746
	51 293
	44 237
	49 483
	51 765

Quand le Fonds forestier national a démarré en France, d'autres pays se sont trouvés confrontés à un problème analogue, ils ont choisi d'autres moyens. La Grande-Bretagne, par exemple, a repris l'œuvre entreprise de constituer un domaine forestier national par achat de terrains et boisement. Alors que les Britanniques ont été obligés de donner une nouvelle vigueur à la Forestry Commission, la France disposait d'une Administration et de cadres susceptibles de réaliser une opération analogue.

Les résultats techniques de cette action directe n'auraient-ils pas été meilleurs? Une plus grande surface n'aurait-elle pu être boisée ou transformée à meilleur compte? Même à résultat quantitatif égal la taille moyenne des reboisements n'aurait-elle pas été plus grande, l'homogénéité, la réussite meilleures, ce qui permettrait un résultat économique plus sûr et plus important? N'eut-il pas été possible de concevoir un « Fonds forestier national » différent, consacré à l'agrandissement de la forêt domaniale en particulier, grâce à l'achat et au reboisement des terres abandonnées et des bois délaissés?

N'oublions pas qu'après la guerre, différents projets de loi avaient été préparés en vue d'étendre les surfaces boisées, d'améliorer la production des forêts existantes, d'organiser le marché des produits forestiers. Plusieurs de ces projets, dans l'atmosphère de l'époque, tendaient à contrôler les forêts privées, et méritaient d'être baptisés : « projets de nationalisation des forêts », ils relevaient, dans tous les cas, de conceptions extrêmement dirigistes.

Mais ces projets échouèrent et celui qui a prévalu finalement reposait sur des conceptions libérales, sur l'intervention volontaire des propriétaires forestiers, associée à celle de l'État. Et cette loi qui créait le Fonds forestier national fût adoptée sans débat et à l'unanimité, signe qu'elle reflétait un consensus général.

Il n'est d'ailleurs nullement certain que les résultats obtenus par le reboisement étatique eussent été meilleurs :

Une proportion importante des crédits auraient dû être employée à l'achat par l'État, de terrains à reboiser, et la difficulté de trouver des surfaces suffisamment grandes et d'un seul tenant aurait été accrue, très certainement, par une opposition plus ou moins larvée des propriétaires fonciers.

Il semble bien, au contraire, que la solution adoptée en 1946, celle qui fait confiance à l'initiative des propriétaires forestiers, soit la meilleure. Elle ne fait d'ailleurs pas obstacle, bien au contraire, au développement concomitant du patrimoine forestier domanial.

La « pâte » a peut-être été longue à lever.

Mais aujourd'hui, une partie importante de ces propriétaires a pris conscience de son rôle. Elle le joue avec foi et dynamisme, et entraîne à sa suite une « majorité encore silencieuse » qui commence à se manifester.

En matière forestière, on ne peut rien faire que d'éphémère par la contrainte ; la forêt est trop fragile et demande trop de soins pour cela. De même que, suivant un principe bien connu des forestiers, « on commande à la nature en lui obéissant », c'est par la persuasion et l'incitation que l'on fait œuvre utile et durable en matière forestière.